

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le 27 JAN. 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LE PAPE ENVIRONNEMENT

51 route de Pont L'Abbé
29700 Plomelin

Références : ENV-D-26.044
Code AIOT : 0005516724

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement LE PAPE ENVIRONNEMENT implanté KEREURET ZA de Ty Lipig 29700 Pluguffan. L'inspection a été annoncée le 22/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE PAPE ENVIRONNEMENT
- KEREURET ZA de Ty Lipig 29700 Pluguffan
- Code AIOT : 0005516724
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LE PAPE ENVIRONNEMENT exploite une déchèterie professionnelle et un centre de tri et de transit de déchets de chantier au lieu-dit Kereuret à PLUGUFFAN, autorisés par l'arrêté préfectoral (APA) n° 13-10AI du 17 mars 2010 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) n° 28-2018AI du 26 juillet 2018, 15-2020AI du 9 juillet 2020.

Thèmes de l'inspection :

- Radioactivité
- ISDND amiante

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Détection de la radioactivité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-IV	Demande d'action corrective	1 mois
6	ISDND – surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/03/2010, article 11.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	ISDND – eaux de ruissellement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	ISDND – eaux de ruissellement et fibres d'amiante	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 II	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Radioactivité aire étanche	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-IV	Sans objet
3	ISDND – Amiante – conditions de déchargement, entreposage et stockage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 42	Sans objet
4	ISDND – Amiante – contrôle visuel entrée de site	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 42	Sans objet
5	ISDND – Amiante – conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 I	Sans objet
9	Rapport annuel d'activité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé plusieurs écarts que l'exploitant n'a pas été en mesure de résorber immédiatement, notamment relatifs à la qualité des eaux souterraines.

Ils nécessitent toutefois l'engagement d'actions correctives afin d'assurer pleinement le respect des prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection de la radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Radioactivité
Prescription contrôlée : L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants soient contrôlés. Il est associé à un système permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme doit être réglée au maximum à 3 fois le BDF sur un terrain sédimentaire et à 2 fois le BDF sur un terrain cristallin.
Constats : <u>Rappel du constat du 19/07/2024 :</u> L'inspection constate que l'exploitant a mis en place un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants de la marque @M2C. (...) Le dispositif de détection est associé à un système informatique dédié permettant l'autocontrôle. Celui-ci comptabilise également le nombre de véhicules entrants. En cas de détection de radioactivité, l'exploitant a indiqué qu'une alarme visuelle et sonore se déclenche au niveau du matériel informatique. L'alarme a fait l'objet d'un constat de vérification matériel n°2406 126 du 12 juin 2024. Ce rapport précise que : le bruit de fond radiologique est évalué à 0,08 µSv/h, l'alarme est réglée en fonction du bruit de fond et le seuil est de 0,30 µSv/h, soit environ 3 fois le bruit de fond. L'inspection des installations classées constate que le réglage de l'alarme est basé sur un BDF de terrain sédimentaire. Il appartient à l'exploitant de revoir le réglage de l'alarme afin de l'adapter au terrain cristallin. (...) Suite : demande d'action corrective <u>Réponse de l'exploitant du 24/04/2025 :</u> L'exploitant a consulté le fournisseur et installateur du portique de radioactivité qui a indiqué que le seuil d'alarme est adapté à un terrain cristallin. Le fournisseur a précisé que le seuil d'alarme du portique est réglé à 1,35XBDF, inférieur à 2XBDF et qu'il est conseillé pour le contrôle de la ferraille. Le portique ne mesure pas en µSv/h. Il fournit le rapport de vérification n°20240626DD 01 du 24 juin 2024 avec le Bruit de fond de 0,1 µSv/h et le seuil d'alarme : 1,35 X BDF. <u>Constat du 02/12/2025 :</u> L'inspection constate la présence du dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants de la marque @M2C, associé à un système informatique dédié. Le portique de radioactivité a fait l'objet d'un constat de vérification n°20250902 DD 04 le 2 septembre 2025. Ce rapport indique que le matériel est opérationnel. Il précise que le bruit de fond radiologique du site est de 0,11 µSv/h et que le seuil d'alarme est de 2,35 X BDF. L'inspection constate que le réglage du seuil d'alarme a été modifié à un rapport supérieur à 2 fois le bruit de fond. Ce réglage ne correspond pas à celui d'un terrain cristallin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de revoir le réglage de l'alarme du dispositif de détection radiologique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Radioactivité aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Radioactivité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisée tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchets(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination. L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 $\mu\text{Sv/h}$. La benne doit être protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat du 19/07/2024 :</u></p> <p>L'exploitant a fourni une procédure « Détection de déchets radioactifs » décrivant les actions à mener en cas de déclenchement du portique de détection de radioactivité. L'installation est dotée d'une aire de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme. Cette aire est localisée sur le plan du site, en annexe de la procédure indiquée à l'alinéa précédent. L'inspection constate que la zone d'isolement est une aire recouverte d'enrobé qui n'est pas intègre et pour laquelle l'étanchéité n'est pas démontrée.</p> <p>Il n'est pas prévu d'aire étanche pour décharger la source si nécessaire. Pour la délimitation de l'aire d'isolement, l'exploitant dispose de cônes et d'un radiamètre portable. L'exploitant a allumé le radiamètre qui a affiché 0,05 $\mu\text{Sv/h}$. La date de validité de l'étalonnage de cet équipement est le 13/06/2025.</p> <p>La zone d'isolement n'est pas équipée d'un moyen de protection des intempéries de la benne. La procédure prévoit de vérifier que le chargement est protégé des intempéries, mais il n'est pas prévu de mesure si ce n'est pas le cas.</p> <p>Suites : Demande d'actions correctives</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 24/04/2025 :</u></p> <p>L'exploitant a réalisé des travaux sur la zone d'isolement avec mise en place d'un revêtement bicouche et de bordures. Il s'est procuré une bâche à mettre en place sur la benne pour protéger des intempéries.</p>

Constat du 02/12/2025 :

L'inspection constate que le revêtement de l'aire a été remis en état et n'a pas constaté la présence de fissures. Des bordures sont en place sur un côté et la partie la plus basse de l'aire.

L'exploitant dispose d'un radiamètre portable dont l'affichage est de 0,21 µSv/h et la date de validité de l'étalonnage est le 10/09/2026.

Pour la protection des intempéries de la benne, l'exploitant a montré la bâche disponible.

L'inspection constate que l'exploitant a pris les dispositions en cas de détection de déchets radioactifs. Néanmoins, il n'a pas pris en compte une éventuelle exposition de la personne chargée de la mise en place de la bâche sur le camion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de prévoir des dispositions afin d'éviter l'exposition de personnes à la radioactivité notamment dans le cadre de la mise en place du moyen de protection de la benne contre les intempéries.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : ISDND – Amiante – conditions de déchargement, entreposage et stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 42

Thème(s) : Risques chroniques, conditions de déchargement, entreposage et stockage

Prescription contrôlée :

Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante.

A cette fin et conformément à la réglementation sur le travail, une zone de dépôt adaptée à ces déchets est aménagée. (...)

Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souples sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déchargement permettent de préserver l'intégrité du conditionnement.

Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont stockés avec leur conditionnement dans des casiers dédiés.

Constats :

Constat du 02/12/2025 :

L'exploitant indique que les déchets d'amiante lié proviennent de particuliers ou de professionnels. A l'entrée sur le site, l'exploitant s'assure que de ces déchets sont emballés. Il n'accepte pas les déchets d'amiante non emballés.

Il accepte les déchets d'amiante dans les emballages suivants qui sont disponibles sur le site :

- linerbenne : emballage pour une benne d'une capacité d'environ 10 m³,
- Dépôts-bags : pour les déchets plats,
- Big-bags.

L'inspection de l'environnement constate que les déchets d'amiante entrants, étant déjà emballés, le risque d'envol de poussières d'amiante est limité.

<p>Les déchets d'amiante lié sont mis en stockage définitifs de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - linerbenne : déchargement directement depuis la benne dans le casier de stockage, l'emballage restant autour des déchets, - dépôts-bags et big-bags : déchargement à l'entrée du casier et reprise des déchets pour les déposer dans le casier à l'aide d'une pelle. <p>Les matériaux amiantés sont stockés dans des casiers spécifiques n°1, 2 et 3. Les casiers n°1 et 2 sont fermés. Le casier n°3 est en cours d'exploitation. L'inspection de l'environnement a constaté la présence de plusieurs emballages contenant de l'amiante dans le casier n°3.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : ISDND – Amiante - contrôle visuel entrée de site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 42</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, contrôle visuel entrée de site</p>
<p>Prescription contrôlée : (...) Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée du site et lors du déchargement du camion. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante durant sa manutention vers le casier et que l'étiquetage prévu par l'article 4 du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation, est bien présent. (...)</p>
<p>Constats : <u>Constat du 02/12/2025 :</u> L'exploitant a indiqué que seuls les déchets d'amiante emballés sont acceptés sur le site. Il procède au contrôle des déchets de la manière suivante : - A l'entrée du site, l'exploitant a une vue sur le dessus du véhicule via la fenêtre du bureau surélevé et une caméra de vidéosurveillance avec vue sur le dessus du véhicule ; - lors du déchargement, au niveau de la zone de déchargement ou au niveau du casier. L'exploitant accepte uniquement les conditionnements linerbenne, dépôts-bags et big-bags comportant étiquetage indiquant qu'il s'agit de déchets amiantés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : ISDND – Amiante – conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 I
Thème(s) : Risques chroniques, recouvrement des déchets
Prescription contrôlée : <p>I. - Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, stockés dans les casiers dédiés, sont recouverts avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. (...)</p>
Constats : <p><u>Constat du 02/12/2025 :</u> L'exploitant indique qu'il fait procéder au recouvrement des déchets emballés une fois par jour par du remblai et le cas échéant par du matériau inerte de granulométrie 40/70 de recyclage de béton. L'inspection de l'environnement constate que seuls sont visibles quelques contenants de déchets dans le casier n°3, recouverts de terre. Le reste du casier est recouvert de matériaux minéraux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : ISDND – surveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2010, article 11.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : <p><u>Arrêté préfectoral article 11.2.2</u> L'exploitant procède, à son initiative, sous sa responsabilité et à sa charge, au contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit du site de son établissement par l'intermédiaire d'au moins 3 piézomètres, implantés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 ouvrage à l'amont hydraulique du site (point "PZ1") ; - 2 ouvrages à l'aval hydrauliques du site (point "PZ2" et point "PZ3"). <p>Ces ouvrages sont aménagés dans les règles de l'art et pour éviter toute introduction de pollution de surface dans les eaux souterraines (étanchéité en tête). Ils sont maintenus en bon état, dotés d'un capot de fermeture et cadenassés.</p> <p>Sur chacun de ces points de contrôle, la surveillance est assurée à raison de 2 campagnes annuelles - correspondant aux périodes de hautes eaux et de basses eaux - et porte sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une part, les relevés piézométriques ; - d'autre part, l'analyse de prélèvements d'eaux souterraines pour la détermination de : pH, conductivité, demande chimique en oxygène (DCO), matières en suspension (MES), azote total, phosphore total, sulfates, métaux (aluminium, arsenic, cadmium, chrome total, cuivre, étain, fer, manganèse, mercure, nickel, plomb, zinc). (...) <p><u>Arrêté ministériel du 15/02/2016 - article 24 :</u> L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂₋, NO₃₋, NH₄₊, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ; - paramètres biologiques : DBO₅ ;

- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;
- autres paramètres : hauteur d'eau.

(...)

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

Constats :

Constat du 02/12/2025 :

L'exploitant a fourni les résultats des analyses d'eau souterraine des 19 mars 2024 et 10 décembre 2024 réalisées sur les piézomètres Pz1 (amont latéral), Pz2 bis et Pz3 bis (aval latéral). Il n'a pas fourni les résultats d'analyse pour l'année 2025.

Les relevés piézométriques sont mesurés et montrent un sens d'écoulement des eaux souterraines orienté du Nord-Est vers le Sud-Ouest.

Les résultats sont interprétés et mettent en évidence une évolution de la qualité des eaux souterraines, notamment pour les **matières en suspension, les sulfates, le manganèse, l'arsenic, le fer et l'azote**. Le schéma conceptuel, présentant les sources de pollution, les voies de transfert et les enjeux à protéger, mentionne **un risque faible pour les usages dans les eaux superficielles en aval du site**.

L'inspection de l'environnement constate que la surveillance est assurée sur trois piézomètres, à raison de deux campagnes annuelles en 2023 et 2024. Les paramètres analysés correspondent à ceux prescrits dans l'arrêté préfectoral. Cependant, l'article 63 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 précise que l'article 24 est applicable aux installations nouvelles et existantes au 1^{er} juillet 2023. **L'inspection constate que les paramètres prévus à cet article ne sont pas tous analysés.**

L'inspection constate que les trois piézomètres sont équipés d'une margelle bétonnée et leur tête est fermée par un cadenas.

L'inspection constate une augmentation de la concentration entre l'amont et l'aval pour les paramètres indiqués ci-dessus.

Il est à noter que les piézomètres sont notamment implantés de manière latérale et que le site est en limite de la route départementale RD 785 à 2 fois deux voies et à proximité d'une autre entreprise.

Au regard du sens d'écoulement des eaux souterraines, la part du site à la dégradation de la qualité des eaux souterraines nécessite d'être clarifiée, avec notamment l'implantation d'un (voire de plusieurs) autre(s) piézomètre(s) représentatifs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de fournir les résultats d'analyse pour l'année 2025 Il procédera à l'analyse des paramètres prévus à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Il appartient à l'exploitant d'approfondir sa connaissance des écoulements des eaux souterraines et leur communication éventuelle avec les eaux superficielles afin d'être en mesure d'évaluer l'impact sur la qualité des eaux souterraines propre à l'établissement.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines, en aval et lié à l'exploitation de l'installation, il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : ISDND – eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement internes au site

Prescription contrôlée :

(...) Un second fossé de collecte est implanté sur toute la périphérie de la zone à exploiter pour recueillir les eaux de ruissellement internes susceptibles d'être polluées, ce fossé ne porte pas atteinte à l'intégrité de la tranchée d'ancrage de la géomembrane.

Les eaux collectées dans ce second fossé sont dirigées vers un ou plusieurs bassins de stockage.

Le fossé est dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale de 24 heures en intensité et raccordé à un dispositif de contrôle et de traitement le cas échéant avant rejet dans le milieu naturel.

Constats :

Constat du 02/12/2025 :

Gestion des eaux de ruissellement sur l'ensemble du site :

L'exploitant a fourni un plan des réseaux d'eau pluviale et de ruissellement. Ce plan montre la récupération des eaux pluviales et de ruissellement sur le site, en amont des casiers de stockage de l'amiante lié. Ces eaux sont traitées par des débourbeurs / déshuileurs, un bassin de décantation et un bassin avec roseaux et sont rejetées dans le milieu naturel.

Gestion des eaux de ruissellement autour et dans les casiers de matériaux inertes - casier n°3 :

L'exploitant indique que les eaux pluviales et s'infiltrant dans le casier n°3 sont récupérées par un drain qui se déverse dans un bassin. L'inspection a constaté la présence de cette évacuation d'eau de ruissellement vers un « trou » qui fait office de bassin.

Le casier n°3 comporte sur deux de ses côtés :

- un bassin de décantation et un bassin de traitement par roseaux en amont,
- un chemin d'accès empierré avec des bordures / talus en terre.

Par sondage, l'inspection n'a pas constaté la présence de fossés de gestion des eaux de ruissellement autour du casier n°3, alors que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter comporte plusieurs plans avec des fossés autour de ce casier.

Projet extension du casier amiante :

L'exploitant a pour projet l'extension de l'ISDND dédiée au stockage des déchets d'amiante. Pour ce projet, il a sollicité un aménagement de l'article 14 de l'arrêté du 15/02/2016, objet du présent contrôle. L'inspection de l'environnement a informé l'exploitant par courriel du 11/08/2025 qu'il n'est pas possible de prévoir un aménagement.

Le projet prévoit la création d'un bassin localisé en aval de celui existant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de mettre en place les structures qu'il a prévu dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et compatibles avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Le cas échéant, le bassin prévu dans le projet d'extension peut être aménagé en lieu et place du bassin actuel. L'exploitant doit prendre les dispositions pour gérer les eaux de ruissellement des casiers existants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : ISDND – eaux de ruissellement et fibres d'amiante

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 II
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : II. - Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.
Constats : <u>Constat du 02/12/2025 :</u> <u>Rappel - constat de l'inspection du 5 décembre 2023 :</u> (...) L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats de la mesure de fibres d'amiante qu'il est tenu de réaliser annuellement dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement. L'inspection a donné suite à l'arrêté portant mise en demeure du 15 janvier 2024 <u>Transmission par l'exploitant :</u> Par courriel du 15 janvier 2024, l'exploitant a transmis le rapport de mesure de fibres d'amiante dans le bassin de stockage des eaux de ruissellement. <u>Constat du 19/07/2024 :</u> L'inspection des installations classées constate que le rapport de mesure de fibre d'amiante dans le bassin de l'alvéole du 23/02/2024 conclut à l'absence de fibre détectée. <u>Constat du 02/12/2025 :</u> L'exploitant a indiqué qu'en l'absence d'eau prélevable, il n'a pas réalisé la mesure de fibres d'amiante dans le bassin de l'alvéole en 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de réaliser une mesure de fibres d'amiante dans le bassin de stockage des eaux de ruissellement des casiers d'amiante lié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : rapport annuel d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, rapport annuel d'activité
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport annuel d'activité comportant une synthèse des mesures et contrôles réalisés sur le site pendant l'année écoulée et, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage. (...) Plus généralement, l'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.
Constats : <u>Constat du 02/12/2025 :</u> L'exploitant remet le rapport d'activité au titre de l'exploitation de l'année 2024. L'inspection constate que ce rapport comporte notamment : <ul style="list-style-type: none">- les résultats du contrôle de la qualité des eaux souterraines des 19 mars 2024 et 10 décembre 2024,- les résultats du contrôle des eaux pluviales rejetées dans le fossé Ouest, prélevé le 9 décembre 2024,- le résultat de mesure des fibres d'amiante dans le bassin concernant le stockage de déchets amiante,- l'évaluation des niveaux sonores mesurée le 28/11/2023. Le rapport précise qu'aucun accident et incident ne sont à signaler en 2024.
Type de suites proposées : Sans suite